



NPS, pour une alternative socialiste Résumé de la Motion

La France souffre et le peuple de gauche s'impatiente.

La droite a été durement sanctionnée par le suffrage universel, notamment lors des élections régionales et cantonales de l'année dernière. Le 29 mai 2005, nos concitoyens ont clairement exprimé leur rejet du libéralisme. Pourtant, le gouvernement Villepin/Sarkozy a accéléré sa politique libérale de démantèlement de notre modèle social (droit du travail, protection sociale, services publics). Plus que jamais les Français souffrent du chômage endémique, de l'érosion du pouvoir d'achat, de la précarité de l'emploi, de la crise tragique du logement, des nouvelles formes de pauvretés... Force est de constater que, dans ce contexte, le Parti socialiste reste peu audible. Nos concitoyens attendent de sa part une opposition plus percutante et surtout des propositions nouvelles. Ils attendent qu'il leur donne à nouveau des raisons d'espérer.

Il y a donc urgence à se ressaisir.

Personne ne comprendrait que le PS se contente d'attendre 2007 en spéculant sur le seul rejet suscité par l'actuelle majorité. Le temps n'est pas davantage aux règlements de comptes internes. Ni aux problèmes de « chefferie » entre personnes. Ni aux faux-débats : oui, tous les socialistes sont des réformistes dans la mesure où ils ne dissocient pas la question des moyens et des fins de l'action politique. Simplement, nous croyons, quant à nous, que l'enjeu majeur du Congrès du Mans n'est pas de trouver le juste milieu entre le possible et le souhaitable, d'établir un compromis a priori entre les attentes populaires et le réalisme gestionnaire, de désigner des objectifs suffisamment modestes pour être atteints sans coup férir. Comme beaucoup de militants, nous puisons la force de notre engagement dans la conviction que la politique a, par définition, vocation à déplacer les limites de l'action publique. A condition d'accepter la confrontation avec l'idéologie libérale, de se donner les moyens de créer un autre rapport de forces avec ses représentants dans la société.

Nous voulons donner une nouvelle orientation politique au Parti socialiste.

Face à la désespérance suscitée par la politique de casse de la droite, nous ne pouvons nous contenter de demander à nos électeurs de nous refaire confiance au seul motif que nous sommes socialistes. Nous ne pouvons pas davantage nous borner à leur promettre l'abrogation des réformes les plus inacceptables de la droite, ou le seul choix entre le libéralisme et l'immobilisme. L'enjeu du Congrès du Mans est considérable : il s'agit de proposer aux Français un nouveau projet socialiste. Un projet ambitieux et volontariste, qui fasse enfin la démonstration que le socialisme peut offrir une véritable alternative, construite sur ses propres valeurs humanistes et sociales, face à la croisade idéologique de la droite et aux dangers de la mondialisation libérale.

A cette fin, notre motion définit les nouveaux outils de la transformation sociale.

La France n'a jamais été aussi riche et productive, ni les richesses aussi mal redistribuées. Nous ne promettons pas de « raser gratis », les Français ne nous croiraient pas et ils auraient raison. Mais nous ne voulons pas d'un projet qui fasse de la résignation un programme. Nous ne voulons pas rendre les armes avant même d'avoir mené les combats. Nous sommes pour un socialisme de reconquête.

Reconquête des espaces économiques et démocratiques abandonnés au libéralisme. Reconquête de notre base sociale traditionnelle avec laquelle, du 21 avril au 29 mai, le lien n'a pas été renoué. Reconquête des outils de l'action politique, annihilés par l'idolâtrie du marché, tant il est vrai que l'on ne peut plus prétendre mener une politique de gauche avec des instruments forgés par la droite à ses propres fins.

Il faut repenser le socialisme face à la mondialisation : Nous faisons le constat quotidien des ravages du libéralisme économique.

L'avènement du libre-échange intégral a bouleversé les équilibres, entraînant toujours plus de compétition et d'inégalités entre les individus et les pays. Le partage des richesses produites profite toujours aux mêmes, creusant les inégalités sociales et territoriales. La recherche systématique du taux maximum de rentabilité à court terme exerce une pression considérable à la baisse sur les niveaux de salaires et de protection sociale. Elle provoque un puissant mouvement de délocalisation des activités productives, des pays industrialisés vers les pays à bas coût de main d'œuvre, qu'il serait inconscient de minimiser. Elle dissuade les pays en développement de renforcer leur propre législation sociale ou environnementale au risque de « perdre en compétitivité »

La domination de ce nouveau capitalisme financier fournit toujours plus d'arguments à la droite pour en appeler à plus de dérégulation. La mondialisation libérale a instillé ses valeurs au cœur de nos sociétés. Elle a commencé à saper la légitimité de l'intervention de l'Etat et à rendre inopérants nos traditionnels outils d'action publique.

Nous devons donc clarifier notre vision de la mondialisation. Pour nous socialistes, internationalistes par essence, il est impossible de prôner le repli sur soi et l'indifférence au sort des peuples les plus démunis. Nous croyons à la nécessité de mettre en place des solidarités mondiales par un autre rapport de forces au niveau international, capable de réconcilier le développement économique, le progrès social et l'émancipation démocratique.

Notre ambition ne peut être simplement de chercher à « réguler » la mondialisation libérale pour tenter d'en atténuer les effets. Il nous

incombe au contraire de proposer de nouveaux outils de lutte pour « remettre le monde à l'endroit », pour soumettre l'économie au politique, pour faire vivre la démocratie au niveau mondial, pour faire que les lois du marché ne dictent plus la marche du monde. Nous proposons donc d'œuvrer à instaurer un nouvel ordre mondial :

- **Un nouvel ordre démocratique et politique** : pour créer un véritable « gouvernement mondial » et rééquilibrer les rapports de forces actuels entre grandes puissances et pays en développement, nous devons militer en faveur de la réforme des institutions internationales, en insistant notamment sur **la soumission de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à l'ONU** afin que les règles commerciales ne priment plus sur les droits sociaux.
- **Un nouvel ordre économique** : afin de remédier en amont aux ravages d'une concurrence déloyale et destructrice, nous proposons que la libre circulation des biens et services soit subordonnée au respect de **contreparties sociales et environnementales** dans les pays producteurs. Pour permettre aux pays en développement de bénéficier de la même dynamique de croissance que nous avons connue avec la construction européenne, nous proposons la mise en place de **marché communs régionaux ou continentaux**. Parmi d'autres actions, nous prôtons également la création d'une **taxe mondiale pour le développement**, assise sur les transactions financières de nature spéculative

II/ Rassembler les socialistes européens Les rejets français et néerlandais du projet de constitution européenne ont donné un coup d'arrêt à un processus qui n'était plus politiquement maîtrisé. Nous gardons la conviction, exprimée lors du referendum militant du 1^{er} décembre 2004, que cette situation ne condamne aucunement le projet européen. Bien au contraire, elle le rend encore plus urgent et nécessaire. Le printemps 2005 n'a pas été la cause de la crise européenne, mais bien plutôt son révélateur. L'Europe s'est construite sans ses citoyens, appelés simplement à partager la dimension morale du projet. Cette dépolitisation est revenue comme un boomerang vers ceux qui l'ont encouragée.

Nous pensons qu'il est possible de sortir « par le haut » de la crise européenne en dotant l'Union des prérogatives d'une authentique puissance économique et politique :

- les outils de **la politique budgétaire** : grâce à la possibilité de lever l'impôt, de recourir à l'emprunt et de décider de programmes d'investissements (recherche, infrastructures) ; grâce aussi à la réforme du Pacte de Stabilité et de Croissance, l'Union avancera vers plus de fédéralisme budgétaire ;
- les outils de **la politique monétaire** : réforme des statuts de la Banque centrale européenne (BCE) pour mettre enfin la parité de l'euro et les taux d'intérêt au service de la croissance et de l'emploi, et non plus de la seule maîtrise de l'inflation, posée en but ultime, pour cela elle doit donc être soumise à un contrôle démocratique.
- les outils de **l'harmonisation sociale** : critères de convergence, mise en place progressive d'un SMIC européen, retrait de la directive Bolkestein sur les services, rejet de la directive temps de travail, adoption d'une directive-cadre qui reconnaisse l'autonomie des services publics, réorientation de la PAC pour faire des agriculteurs les acteurs du développement durable.
- Les outils de **contrôle du libre-échange** destructeur tel qu'un **tarif extérieur commun** applicable aux marchandises produites dans les pays pratiquant le moins-disant social et environnemental pour lutter contre les délocalisations.

Le Parti socialiste européen doit être l'instrument de ce combat. Les socialistes européens doivent se mettre d'accord sur le modèle économique et social qu'ils s'engagent ensemble à promouvoir dans l'ensemble des Etats membres. Aujourd'hui, sur bien des questions essentielles, la diversité des points de vue est préjudiciable au combat contre les libéraux. Nous appelons donc à un congrès de clarification du PSE en vue d'un grand débat au sein de la social-démocratie européenne.

Notre horizon : la République européenne. En démocratie, c'est le citoyen qui donne son consentement au pouvoir de l'Etat. Les partis politiques proposent, les électeurs choisissent, les gouvernements appliquent. Mais la politique européenne ne fonctionne pas comme une démocratie. Le citoyen européen n'a guère son mot à dire, le Parlement européen n'a qu'un pouvoir très limité. Il est donc temps de changer les règles démocratiques en Europe, pour faire vivre la citoyenneté européenne. Dans les domaines de compétences de l'Union, nous voulons un gouvernement européen responsable devant les citoyens, révocable par un vote du Parlement doté de toutes les prérogatives d'une assemblée délibérante élue au suffrage universel.

III/ Notre projet pour la France Elaborer un projet socialiste adapté à la double crise sociale et démocratique que nous traversons implique d'innover. Nous ne pouvons plus nous contenter de chercher à faire évoluer à la marge un système politique qui, aux yeux des Français, a perdu jusqu'à sa légitimité. Nous devons proposer les réformes puissantes qui lui redonneront sa capacité de changement et d'entraînement, rendant ainsi à la parole publique toute sa crédibilité. Transformation sociale et transformation politique sont indissociablement liées. Fidèle à sa conviction fondatrice de Dijon qui voit dans la rénovation des idées, autant que dans celle des outils d'action, la condition du sursaut, le Nouveau Parti Socialiste propose cette perspective de « double transformation » pour le projet de tous les socialistes : changer de politique et changer la politique, deux exigences qui ne se divisent pas.

➔ Renouer avec notre base sociale

Prendre des engagements clairs, dresser de véritables priorités d'action, c'est d'abord dire que le nouveau projet des socialistes est destiné, à titre principal, aux couches populaires, à notre base sociale naturelle, à tous ces Français qui souffrent le plus de la violence des mutations libérales. Ni alliance des classes moyennes et d'une partie des classes aisées, ni nouvelle analyse sur une « société fragmentée », notre vision, au contraire, est celle d'une société en perte de lien social mais toujours structurée par le rapport au travail. Notre projet est donc conçu avant tout pour renouer avec tous nos concitoyens qui ont le sentiment d'être traités comme des laissés-pour-compte de la République (salariés modestes, nouveaux travailleurs pauvres, exclus). A ceux-là, nous devons redonner la conviction que leur bulletin de vote peut changer leur vie.

Dans ce but, il importe d'abord de retrouver les chemins du plein emploi. Plusieurs orientations répondent à cet objectif prioritaire :

réorienter les profits vers l'investissement et l'emploi, mettre en œuvre de nouvelles politiques volontaristes. La plus urgente est sans conteste le **retour à la croissance par la relance du pouvoir d'achat et de la politique industrielle**. Depuis vingt ans, le partage des gains de productivité réalisés par l'économie a été très défavorable aux travailleurs. Dans le partage de la valeur ajoutée des entreprises, la part des salaires a perdu dix points à l'avantage des profits.

- Nous voulons l'instauration d'un véritable « **ordre public salarial** ». Nous proposons au préalable l'adoption par la voie législative d'un ensemble de mesures permettant de renforcer fortement la **démocratie sociale dans les entreprises** : principe des accords majoritaires, représentativité des syndicats, etc. L'Etat engagera ensuite une grande négociation avec les partenaires sociaux en vue de la conclusion d'un **Pacte pour l'emploi, la justice sociale et la croissance**, qui fixera notamment comme objectif de rebasculer sur les salaires cinq points de valeur ajoutée, soit la moitié du chemin perdu. Annoncer que la hausse des salaires pourrait résulter d'une simple « conférence salariale » est cependant un vœu pieu. **Il faut augmenter substantiellement le SMIC** pour relancer le pouvoir d'achat des salariés modestes et organiser des négociations de branche dans le but de relever les minima de branche, ce qui aura pour effet d'augmenter l'ensemble des salaires, toutes qualifications confondues. Un suivi annuel doit être assuré dans le cadre d'un **Conseil d'orientation des salaires**.

Parallèlement, une plus juste répartition des richesses produites sera recherchée par une réforme ambitieuse de la fiscalité qui consistera notamment à fondre l'impôt sur le revenu, la CSG, la CRDS et les impôts locaux, de façon à obtenir un prélèvement plus redistributif, qui allège la charge **sur les ménages les moins aisés. La Prime à l'emploi dont le principe même est contraire à nos valeurs sera supprimée et remplacée par un abattement sur la CSG.**

- **En second lieu, il s'agit de renforcer les systèmes de protection sociale.** Pour protéger les salariés, nous proposons de prendre des mesures volontaires visant à **faire reculer la précarité de l'emploi et à contenir la flexibilité du travail** : suppression du contrat nouvelle embauche bien sûr, mais aussi relèvement des primes de fin de contrat (CDD), instauration d'un dispositif de bonus/malus pour les entreprises qui recourent systématiquement aux contrats précaires, meilleure protection contre les licenciements abusifs, notamment boursiers. Nous relancerons la politique de réduction du temps de travail et encadrerons plus rigoureusement le recours aux heures supplémentaires, au travail de nuit...

Retrouver la confiance des couches populaires exige aussi d'assurer la pérennité des systèmes d'assurance-maladie, de retraites et d'indemnisation du chômage, aujourd'hui fortement menacés. Plus précisément, en matière de santé, nous stopperons la privatisation progressive du système de soins, liée notamment à la multiplication des déremboursements décidés par la droite. Un mode de financement solidaire de la protection sociale doit être recherché. **Les cotisations patronales doivent être remplacées par une contribution sur la valeur ajoutée.** Le fonctionnement de l'hôpital public doit être repensé, de même que les conditions d'exercice la médecine libérale.

En matière de retraite, nous abrogerons les lois Fillon (comme l'ensemble des socialistes s'y étaient engagés à Dijon) pour reconduire de nouvelles négociations, garantissant l'âge de départ à la retraite à 60 ans, et mettant au cœur du débat la question du taux de remplacement et la réduction du nombre d'années exigées en fonction de la pénibilité des métiers.

- **Enfin, les services publics doivent redevenir les outils de l'égalité.** Nous proposons un ensemble d'actions pour que l'école cesse de reproduire l'échelle des inégalités sociales et qu'au contraire la réussite scolaire soit à la portée de tous les jeunes. De même, les Français doivent retrouver confiance en la justice et les divers services de sécurité.

Confrontés à la libéralisation des services publics, engagée en Europe dans les années 1990, nous devons promouvoir un modèle rénové de services publics, instruments indispensables de l'accès aux droits des individus comme des grandes politiques publiques (aménagement du territoire, énergie, développement durable). L'Etat doit reprendre le pilotage des entreprises de services publics mais aussi de l'orientation de la politique industrielle pour enrayer la crise de l'investissement : à cet égard nous sommes, par exemple, résolument opposés à l'ouverture du capital d'EDF et de GDF ; **nous proposons le renforcement de la Caisse des Dépôts et Consignation comme pôle financier public, spécialisé dans l'apport des fonds propres indispensables au développement des services publics et des industries stratégiques.**

En outre, il est urgent de mettre en place d'un véritable **service public du logement** permettant aux acteurs de terrain de relancer la construction sociale. **Il faut taxer la spéculation immobilière afin de financer le logement social.**

➔ **Approfondir la démocratie : pour une VIe République**

Refusée par la majorité issue du congrès de Dijon quand nous l'avons proposée, la réforme des institutions a depuis fait bien des émules. Remède de choc contre le populisme, la VIe République a pour ambition de reconstruire l'adhésion perdue à la démocratie politique, de réconcilier le peuple avec ses dirigeants, de réarmer le politique dans un monde dérégulé et dérégulé. Elle sera fondée sur le principe selon lequel tout pouvoir doit rendre des comptes, c'est-à-dire s'exercer sous le contrôle d'un autre pouvoir, condition de l'adhésion populaire.

- Un régime primo-ministériel avec un Président arbitre et un Premier ministre responsable disposant de la totalité des pouvoirs de gouvernement.
- Une place nouvelle pour les citoyens en supprimant toute forme de suffrage indirect et en assurant enfin l'éligibilité et la participation aux élections locales des étrangers non communautaires.

Au-delà de la refonte des institutions, la VIe République sera sociale grâce à une relégitimation des partenaires sociaux. Enfin, elle réaffirmera l'exigence laïque, seul rempart crédible face aux dangers du repli communautariste

➔ **Notre projet de société : émanciper.**

Il est essentiel pour nous d'aborder les questions de société sous l'angle de l'émancipation. Dans une société rongée par l'individualisme, le consumérisme et la montée des communautarismes, nous devons opposer un projet de société qui garantisse à chaque individu le libre exercice de ses droits, indépendamment de son sexe, de son orientation sexuelle, de sa couleur de peau ou de sa religion. La droite française, Sarkozy en tête, n'élabore ses réponses qu'en recherchant la satisfaction clientéliste des revendications catégorielles. Nous

voulons au contraire construire l'égalité réelle entre les citoyens. Aussi, nous affirmons notre ambition universaliste dans la lutte contre les discriminations :

- **Droits des femmes** : droit à l'IVG protégé et renforcé, abolition de la prostitution, renforcement des moyens de lutte contre les inégalités des femmes devant l'emploi, réforme des politiques familiales, élargissement de la loi sur la parité aux scrutins nominaux.
- **Il nous faut avancer sur la question de la parentalité homosexuelle et la reconnaissance du droit à l'adoption.**
- **Discriminations liées aux origines** : souvent couplées à des discriminations sociales et territoriales, elles sapent en profondeur le pacte républicain. Nous nous opposons très fermement au concept de discrimination positive, contraire à l'égalité des droits. Les socialistes doivent s'engager à mettre en place dans des dispositifs de contrôle plus rigoureux.
- **Immigration** : nous refusons toute politique de quotas. Les dispositifs existants (immigration économique, familiale, droit d'asile) doivent être renforcés, les procédures clarifiées et simplifiées, pour mettre fin à l'arbitraire. Nous devons changer de discours sur l'immigration pour en reconnaître enfin tout l'apport bénéfique tant en termes économiques que sociaux et culturels, et favoriser l'accès à la nationalité française.
- **Education** : La massification de l'accès à l'éducation n'a pas progressé de pair avec la démocratisation des parcours éducatifs et de l'accès aux qualifications, en particulier pour les jeunes issus des couches défavorisées. C'est ce chantier qu'un projet de gauche pour l'école doit engager autour de cinq mesures clés : **donner une qualification pour chaque jeune, casser les ghettos scolaires, faire connaître, décroïsonner, valoriser les lycées professionnels et technologiques, opérer une révolution pédagogique à l'université, organiser l'environnement éducatif.**
- **Jeunesse** : Alors que les jeunes sont touchés de plein fouet par les ravages du libéralisme économique et qu'ils sont les premières victimes de la précarisation croissante dans notre société, les socialistes doivent porter des propositions qui leur garantissent des conditions de vie et de formation décentes il nous faut donc **définir un statut pour les jeunes afin d'assurer leur sécurité sociale**. Nous devons passer un pacte de confiance avec les jeunes : l'autonomie sera l'ambition des socialistes. Nous proposons une **allocation d'autonomie universelle et individualisée** afin de leur permettre d'assumer pleinement leurs études et leurs choix de vie. **IV / Notre stratégie politique pour la rénovation de la gauche** Les difficultés que nous avons rencontrées ces dernières années, dans l'exercice des responsabilités comme dans l'opposition, sont essentiellement dues à notre incapacité à écouter les Français que nous avons vocation à représenter. Nous manquons d'ouverture sur le monde, d'énergie pour entreprendre, innover et créer, de générosité pour produire, défendre et partager.

Les promesses oubliées de Dijon

Des engagements avaient été pris au Congrès de Dijon : ancrage du PS dans la société, ouverture vers l'extérieur, majorité solide, direction solidaire. Il n'est pas inutile de les rappeler : une conférence militante annuelle chargée de veiller à l'application de l'orientation du Parti ; une convention nationale sur une "autre mondialisation" en lien avec les acteurs sociaux ; une convention nationale sur "la sécurité sociale professionnelle, l'emploi, la conférence sociale" en lien avec les partenaires sociaux. Ces engagements n'ont pas été tenus. Un grand objectif avait été affiché : doubler le nombre des militants. De Dijon au Mans, le nombre des adhérents aura baissé. Le principe du non cumul entre liste européenne et liste régionale avait été posé : il a été oublié. Une modification de l'organisation des travaux du Conseil national avait été proposée: elle n'a jamais vu le jour.

Bâtir le Nouveau Parti Socialiste

Pas de parti de la réforme sans réforme du parti : un parti populaire, de masse, fortement féminisé, rajeuni, immergé dans la société ; un parti de militants en campagne permanente, démocratique, au fonctionnement complètement réformé : tels sont les objectifs à atteindre. En effet, le décalage entre notre base politique et notre base sociale se nourrit du caractère obsolète de nos pratiques militantes : trop peu d'écoute, trop peu de participation, trop peu d'actions, un parti replié sur lui-même et ses procédures.

La rénovation du parti est un enjeu majeur, tout particulièrement pour exercer un rôle de contre-pouvoir utile lorsque nous sommes en responsabilité. Elle passe par des mesures simples et d'application immédiate : faciliter les adhésions, mettre en œuvre le principe « un homme, une voix, un mandat », favoriser l'accès de tous aux responsabilités, respecter effectivement la parité, donner une plus grande place aux jeunes, assurer la représentation des militants issus de l'immigration, limiter enfin tant le cumul des mandats électifs que celui des responsabilités dans le Parti, etc.

Une plateforme commune pour la gauche rassemblée

A l'issue du Congrès du Mans, le nouveau projet socialiste devra être la pierre angulaire du rassemblement de la gauche, sans exclusive et avec détermination. La définition d'une plateforme commune aux formations de gauche est la priorité des mois qui viennent. Elle doit aller au-delà de l'élaboration d'un simple « contrat de gouvernement ». Il s'agit de recréer les dynamiques d'échanges, de débat et de mobilisation qui, même dans les difficultés, ont existé dans les années 1970. Les mouvements altermondialistes devront y être associés.

Une attitude claire dans le cadre du congrès.

Notre objectif, c'est le nouveau projet socialiste, et lui seul. Le temps viendra où seront désignés nos candidats aux élections législatives et présidentielles. Des procédures spécifiques sont prévues à cet effet. Pour l'heure, nous voulons créer les conditions permettant de donner une nouvelle orientation au Parti socialiste, conforme aux attentes des couches populaires. Plus notre motion rassemblera de camarades, plus la rénovation sera possible.

Notre démarche s'inscrit dans la recherche d'une nouvelle majorité, solidement ancrée à gauche, alternative à la direction actuelle, allant au-delà des seuls partisans du non. Elle sera formalisée par un « contrat de majorité » conclu dans la clarté, devant les militants.